

Maître d'Ouvrage



20, Rue Balzac

26000 VALENCE

Opération

**CONTRAT D'ENTRETIEN DES ASCENSEURS SUR LE PARC HABITAT
DAUPHINOIS**

C.C.T.P.

Cahier des Clauses Techniques Particulières

ARTICLE 1	GENERALITES	4
1.1.	OBJET ET NATURE DU MARCHE	4
1.2.	NATURE DES PRESTATIONS A ASSURER	5
ARTICLE 2	PRESTATIONS MINIMALES RECUPERABLES (PMR)	6
2.1.	OPERATIONS PERIODIQUES	6
2.2.	OPERATIONS OCCASIONNELLES POUR L'ENSEMBLE DES INSTALLATIONS	6
2.3.	PIECES DE RECHANGE	9
2.4.	ETAT DES LIEUX	9
2.5.	DOCUMENTS A REMETTRE OU REMPLIR	10
2.6.	PRISE EN CHARGE DES INSTALLATIONS	13
ARTICLE 3	PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES NON RECUPERABLES (PCNR)	14
3.1.	EXTENSION DU CONTRAT	14
3.2.	DETAIL DES PRESTATIONS	16
3.3.	DELAIS D'EXECUTION	20
ARTICLE 4	REUNION ANNUELLE, DECRET CUS ET INFORMATION	21
4.2.	VERIFICATIONS TECHNIQUES	22
4.3.	MODIFICATIONS TECHNIQUES	22
4.4.	MODIFICATION DU NOMBRE D'APPAREILS A ENTREtenir EN COURS DE MARCHE	23
ARTICLE 5	LIAISON BIDIRECTIONNELLE PAR MODULE GSM	24
5.1.	OBJET	24
5.2.	DELAJ DE MISE EN OEUVRE	24
ARTICLE 6	SITE INTERNET DU TITULAIRE	24
ARTICLE 7	TRAVAUX HORS CONTRAT DE MAINTENANCE	25
ARTICLE 8	SOUS-TRAITANCE	25
ANNEXE 1 : ETAT DES LIEUX DE L'INSTALLATION D'ASCENSEUR A REALISER PAR LE PRESTATAIRE LORS DE LA PRISE EN CHARGE DES INSTALLATIONS		27
ANNEXE 2 : PLAN D'ENTRETIEN A REALISER PAR LE PRESTATAIRE		29
A ANNEXER AU PRESENT DOCUMENT		29

PREAMBULE

Le marché a pour objet **l'entretien et le dépannage** des installations d'ascenseurs d'Habitat Dauphinois dont la liste et les caractéristiques sont données en annexe de l'acte d'engagement.

Le terme : CLIENT, MAÎTRE D'OUVRAGE désigne :

↳ Le pouvoir Adjudicateur ou Personne Responsable du Marché (PRM)

Le terme : TITULAIRE, ENTREPRISE ou PRESTATAIRE désigne :

↳ La société titulaire du contrat.

Le présent accord, signé entre le MAITRE D'OUVRAGE et le TITULAIRE, prévoit la **réalisation simultanée et prioritaire de divers objectifs** :

- la fourniture du confort aux usagers (fonctionnement permanent),
- le maintien des conditions de sécurité imposées par la réglementation (visites préventives systématiques et correctives effectives),
- l'entretien et le maintien permanent en parfait état de fonctionnement des appareils décrits,
- la rapidité d'intervention, la qualité de services - le dépannage 24h/24 - 365 jours par an,
- l'entretien du matériel de télésurveillance et la fourniture du service associé.

Dans cet esprit, chacune des parties s'engage à faciliter l'action de l'autre partie, par tous les moyens en sa possession et au minimum par les engagements pris dans les articles ci-après.

ARTICLE 1 GENERALITES

1.1. OBJET ET NATURE DU MARCHE

1.1.1. DESIGNATION ET DESCRIPTION DES APPAREILS A ENTRETENIR

Ce marché a pour objet l'entretien, dépannage et réparations des ascenseurs d'Habitat Dauphinois, dont la liste et les adresses sont données dans le tableau annexé à l'Acte d'Engagement.

1.1.2. PERSONNEL D'INTERVENTION

Afin d'assurer sa mission, l'Entreprise devra disposer d'un effectif en nombre suffisant.

Les personnes désignées par l'Entreprise sont seules autorisées pour la maintenance et le dépannage. Le personnel intervenant aura reçu une information et une formation spécifique concernant les risques liés aux interventions sur les ascenseurs.

L'équipe technique en charge de la maintenance devra avoir la compétence pour assurer correctement les interventions de maintenance et de dépannage sur la totalité des ascenseurs du présent marché quelle que soit la marque, la technologie ou l'ancienneté des équipements. **L'Entreprise prendra les dispositions nécessaires pour assurer la formation de son personnel.**

Le personnel intervenant devra être muni d'une carte professionnelle à l'entête de l'Entreprise **portant son nom et sa photo.**

Le personnel intervenant devra être muni des équipements nécessaires à garantir sa sécurité (harnais, gants, chaussures, vêtements appropriés, etc..)

Les véhicules seront munis d'un logo identifiant l'entreprise.

1.1.3. MATERIEL ET OUTILLAGE

L'Entreprise fournit :

- L'outillage de base pour les opérations de maintenance,
- L'outillage spécifique pour les opérations de dépannages et de réparations tels que :
 - Outils test spécifiques à l'installation pour le diagnostic, la programmation de tous les équipements électroniques.
 - Micro-ordinateur et logiciels pour le diagnostic, la programmation de tous les équipements électroniques,
 - Les notices techniques et informations nécessaires au diagnostic, à la programmation de tous les équipements électroniques,
 - Les notices techniques et informations nécessaires au diagnostic, au réglage et au dépannage de tous les équipements techniques (armoires, sélecteurs, machines, portes, etc...),

- L'outillage spécifique aux opérations de réparations importantes qui nécessitent des équipements de manutention et de mise en œuvre particuliers (grues, palans, tire-palettes, chariots, élingues, étau, postes à souder, outil de découpage, etc...),
- Les petites fournitures et le consommable (huile, chiffons, solvants, absorbants, etc...)

L'entreprise a donc à sa charge la fourniture de tous les outils de maintenance nécessaire à l'entretien et dépannage de l'ensemble des installations, ainsi que toutes les notices d'utilisation, de réglage et tableaux des codes et paramétrages.

L'entreprise devra donc se procurer ces éléments auprès des divers fabricant à ses frais.

1.2. NATURE DES PRESTATIONS A ASSURER

Le **Titulaire** du marché s'engage à exécuter sous sa propre responsabilité, les prestations de fournitures et de main d'œuvre nécessaires à la parfaite exécution de l'entretien des installations qui lui sont confiées.

- Par une maintenance préventive systématique.
- Par une maintenance corrective.

Les visites et interventions de maintenance préventives systématiques ont pour but de conserver le niveau de sécurité, réduire les risques de pannes et de maintenir dans le temps, les performances des matériels ou équipements à un niveau proche de celui des performances initiales.

Les interventions effectives dues au titre de la maintenance corrective et qui résultent notamment des constatations faites lors des visites systématiques, ont pour objet le maintien en état de fonctionnement des matériels ou équipements et d'assurer la remise en état des matériels ou équipements suite à une défaillance.

Tel que défini par le décret n°2004-964 du 9 septembre 2004 modifié par le décret n° 2008-291 du 28 mars 2008 relatif à la sécurité des ascenseurs et modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation, l'arrêté du 18 novembre 2004 relatif à l'entretien des installations d'ascenseurs et le décret n° 2012-674 du 07 mai 2012 relatif à l'entretien et au contrôle technique des ascenseurs, ainsi que les prestations complémentaires indiquées dans le présent document.

Le TITULAIRE devra toutefois adapter la fréquence et la consistance de ses visites et prestations aux caractéristiques techniques et aux conditions d'utilisation des appareils avec comme objectif de tendre vers 0 défaut (ou 0 panne).

L'entretien comprend obligatoirement la réparation ou le remplacement, si elles ne peuvent être réparées, des petites pièces de l'installation présentant des signes d'usure excessive ou de vétusté. Seules les pièces cassées à la suite de malveillance ou mauvaise utilisation feront l'objet d'un devis, et seront facturées en sus.

Les pièces de rechange peuvent provenir du fabricant d'origine ou d'un constructeur reconnu.

Le **Titulaire** du marché s'engage également à informer sans retard le **Maître d'Ouvrage** de toute anomalie importante susceptible d'entraîner des détériorations des installations ou de mettre en cause la sécurité.

Le **Titulaire** s'engage à assurer les prestations ci-après :

ARTICLE 2 PRESTATIONS MINIMALES RECUPERABLES (PMR)

Cette liste n'est pas exhaustive. Toutes les prestations du décret charge sont incluses dans le P2.

2.1. OPERATIONS PERIODIQUES

2.1.1. FREQUENCE DES VISITES D'ENTRETIEN DES ASCENSEURS

Il doit être réalisé au moins une visite d'entretien toutes les **six semaines** en vue de surveiller le fonctionnement de l'installation et effectuer les réglages nécessaires.

En aucun cas, un dépannage ou autres interventions ne pourront tenir lieu de visite d'entretien.

2.1.2. VERIFICATION DES INSTALLATIONS

Une vérification à chaque visite de l'efficacité des serrures des portes palières, et s'il y a lieu des dispositifs empêchant ou limitant les actes portant atteinte au verrouillage des portes palières.

2.1.3. EXAMEN SEMESTRIEL ET ANNUEL DES INSTALLATIONS

L'examen semestriel des câbles de traction et l'examen annuel des parachutes, des dispositifs de protection contre la chute libre ou la vitesse excessive, de la dérive de la cabine.

2.1.4. NETTOYAGE DES INSTALLATIONS

Le nettoyage annuel de la cuvette, du toit de cabine et du local machinerie de l'installation.

Une attention particulière sera apportée dans le cas d'ascenseur sans machinerie, quant à la protection des paliers (sol, mur et plafond) lors des interventions.

2.1.5. LUBRIFICATION DES INSTALLATIONS

La lubrification périodique de tous les éléments et pièces suscitant une lubrification ainsi que leur nettoyage.

2.1.6. ORGANES DE SECURITE DES INSTALLATIONS

La vérification des organes de sécurité installés après le début du contrat dans le cadre de la mise en conformité des installations (Loi Urbanisme et Habitat) [ex. : dispositif contre le déverrouillage illicite].

2.2. OPERATIONS OCCASIONNELLES POUR L'ENSEMBLE DES INSTALLATIONS

2.2.1. REPARATION OU REMPLACEMENT

La réparation ou le remplacement, si elles ne peuvent être réparées, des petites pièces de l'installation présentant des signes d'usures excessives selon la liste suivante :

Cabine : Boutons de commande y compris leur signalisation lumineuse et sonore, paumelles de portes, contacts de porte, ferme-porte automatique de porte battante, coulisseaux de cabine, y compris garnitures, galets de suspension et contact de porte, interface usager de l'appel de secours (boutons avec leurs signalisations, haut-parleur), dispositif mécanique de réouverture de porte.

Paliers : ferme-porte automatique de porte battante, serrures, contacts de porte, paumelles de porte, galets de suspension, patins de guidages des portes et boutons d'appel y compris voyants lumineux, contrepoids ou ressort de fermeture des portes palières.

Machinerie : balais du moteur et tous fusibles.

Gaine : Coulisseaux de contrepoids.

Eclairage : ampoules cabine, machinerie et gaine ainsi que les éclairages de secours (batteries, piles et accumulateurs).

La réparation ou le remplacement des pièces énumérées précédemment, incombe à l'Entreprise titulaire du Contrat d'Entretien. Lorsque dans les conditions normales d'utilisation, elles présentent une usure excessive ou sont défaillantes.

2.2.2. MESURES SPECIFIQUES

Les mesures d'entretien spécifique destinées à supprimer ou atténuer les défauts présentant un danger pour la sécurité des personnes ou portant atteinte au bon fonctionnement de l'appareil qu'aura repéré le contrôle technique mentionné à l'Article R 125-2.4 du décret n°2004-964.

2.2.3. DELAIS D'INTERVENTIONS

En cas d'incident, les interventions pour dégager des personnes bloquées en cabine ainsi que le dépannage et la remise en fonctionnement normal de l'installation sont soumises aux conditions suivantes :

2.2.3.1 Intervention en cas d'Urgence

Usager bloqué en cabine.

Les interventions pour dégager des personnes bloquées en cabine sont soumises aux conditions suivantes :

Le **Titulaire** du Marché doit intervenir dans un délai maximum **d'une heure** suivant la réception de l'appel téléphonique (ou d'un télex, ou d'un message téléphoné, ou d'un message transitant par la téléalarme) et ce **24H sur 24H, 365 jours par an**.

Dans le cas où le prestataire ne peut intervenir dans les délais impartis pour les usagers bloqués en cabine, celui-ci devra y palier par d'autres moyens (pompiers) sans délais et à ses frais.

2.2.3.2 Intervention en cas d'immobilisation de l'installation

Panne de l'installation (appareil à l'arrêt).

Les interventions pour le dépannage et la remise en fonctionnement normal de l'installation sont soumises aux conditions suivantes :

Le **Titulaire** du Marché doit intervenir dans un délai de **UNE heure** suivant la réception de l'appel téléphonique (ou d'un télex, ou d'un message téléphoné, ou d'un message transitant par la téléalarme) et ce **de 8h à 19h 365 jours par an**.

Le dépannage des installations, doit être effectué quel que soit le jour (ouvrable ou non) et quelle que soit l'heure (jour et nuit).

La remise en fonctionnement normal interviendra au maximum dans les **4 heures** suivant l'arrivée du technicien sur site, sauf exception signifiée par écrit par le **Titulaire** et mentionnant la raison du dépassement et la date prévue de remise en service.

Toute immobilisation devra être signalée à l'attention des usagers par l'apposition de pancarte format minimum A5 sur toutes les portes palières de l'ascenseur.

2.2.3.3 Interventions pour mauvais fonctionnement (appareil non à l'arrêt)

En cas de mauvais fonctionnement, sous réserve que celui-ci n'affecte pas la sécurité, le **Titulaire** du Marché interviendra, à partir de la réception de l'appel téléphonique, du télex ou du message par téléalarme, dans les délais suivants :

- a) *dysfonctionnements risquant l'immobilisation de l'installation :*

Le **Titulaire** du Marché doit intervenir dans un délai de **quatre heures** suivant la réception de l'appel téléphonique (ou d'un télex, ou d'un message téléphoné, ou d'un message transitant par la téléalarme) et ce **de 8h à 19h 365 jours par an**.

La remise en fonctionnement normal interviendra au maximum dans les **4 heures** suivant l'arrivée du technicien sur site, sauf exception signifiée par écrit par le **Titulaire** et mentionnant la raison du dépassement et la date prévue de remise en service.

b) Dysfonctionnement n'entraînant pas l'immobilisation de l'installation :

Le **Titulaire** du Marché doit intervenir dans la demi-journée suivant l'acquittement de l'appel (matin / après-midi)

La remise en fonctionnement normal interviendra au maximum au bout de **24 heures** au plus tard après l'acquittement du premier appel sauf exception signifiée par écrit par le **Titulaire** et mentionnant la raison du dépassement.

Toute immobilisation devra être signalée à l'attention des usagers par l'apposition de pancarte sur toutes les portes palières ascenseurs.

2.3. PIECES DE RECHANGE

Le **Titulaire** devra tenir un stock de pièces de rechange (petites fournitures) disponibles permettant de remplacer tout matériel hors d'usage dans les délais fixés.

En conséquence, il ne pourra pas invoquer la contrainte des délais de commande ou de livraison pour justifier l'immobilisation des ascenseurs.

2.4. ETAT DES LIEUX

2.4.1. A LA PRISE EN CHARGE DU CONTRAT

Un état des lieux contradictoire (annexe 1 du présent document) sera établi dans un délai de **3 mois** suivant la prise du contrat. Il devra faire apparaître l'état initial de l'installation ainsi que la description et les caractéristiques (Article I a - R125-2.1 du Décret n°2004-964 du 9 septembre 2004 et du décret n°2012-674 du 07 mai 2012) de l'installation.

Cet état des lieux sera réalisé par le **Titulaire** du contrat de maintenance et validé par le **Maître d'Ouvrage**.

Dans tous les cas, cet état des lieux ne pourra engendrer sous aucun prétexte, pour oubli ou autres raisons, des prestations complémentaires. Le **Titulaire** est en effet censé avoir visité au préalable les installations et donc avoir émis toutes les réserves lors de la remise de son offre.

Il est rappelé que les installations sont prises dans l'état et ne peuvent faire l'objet de devis pour les travaux dus au titre du contrat de maintenance.

Cet état des lieux sera réalisé même si le **Titulaire** avait déjà la charge de la maintenance des installations dans un précédent contrat.

L'état des lieux une fois réalisé sera ré-annexé au présent document.

2.4.2. EN FIN DE CONTRAT

En fin de marché, les installations devront être rendues par le **Titulaire**, en parfait état de fonctionnement, d'entretien et de propreté. Un état des lieux contradictoire pourra être réalisé à la demande du **Maître d'Ouvrage**. Il sera dressé contradictoirement deux mois avant la date d'expiration du marché, la présence du **Titulaire** ou d'un représentant de ce dernier est obligatoire.

En cas de négligence ou de carence dûment constatée dans l'exécution des clauses du présent contrat, les travaux de remise en état nécessaires sont à la charge exclusive du **Titulaire** de ce contrat.

Les réserves émises à cette occasion devront être levées au plus tard deux mois avant la date d'expiration du Marché, dans le cas contraire celles-ci seront traitées par le prestataire entrant et ce à la charge du prestataire sortant.

En cas de contestation, le différend sera réglé selon la procédure définie à l'article **12** du présent document.

2.5. DOCUMENTS A REMETTRE OU REMPLIR

2.5.1. CARNETS D'ENTRETIEN

La fourniture de livrets de maintenance et d'entretien pour chaque installation est **obligatoire**. Ce dernier comportera obligatoirement les informations suivantes :

- La référence du contrat (n°) et la date d'échéance.
- La date de la visite d'entretien ainsi que les noms et signature du technicien.
- Les heures d'arrivée et de départ du technicien.
- La nature des observations, interventions, travaux, modifications, remplacements de pièces effectués sur l'appareil au titre de l'entretien ou autres.
- Les dates et causes des incidents et réparations effectuées au titre du dépannage.

L'ensemble de toutes les informations devra être inscrit textuellement. L'utilisation de codes ne sera pas acceptée.

Le carnet d'entretien doit être laissé en permanence à la disposition du propriétaire en gaine au niveau du rez de chaussée de l'appareil.

Il doit être mis à jour lors de chaque visite.

En cas de télésurveillance, l'état provenant de l'ordinateur sera complémentaire à ce livret.

2.5.2. INFORMATION DU MAITRE D'OUVRAGE

L'entreprise devra disposer d'un système informatique accessible via un site internet permettant la traçabilité des opérations d'entretien ou intervention sur les installations (suivi informatique dématérialisé « E carnet »), le propriétaire de l'appareil doit pouvoir avoir accès à ces informations sans surcoût.

L'entreprise devra dans le cadre du marché et sans surcoût, informer le maitre d'ouvrage par courriel des événements suivants :

- Enregistrement des appels clients et usagers.
- Les interventions de dépannage ou autres (début et/ou fin).
- Les interventions de maintenance (début et /ou fin de visite).
- La mise à l'arrêt d'installation.
- La remise en service d'installation.

La liste des adresses courriel sera transmise après signature du marché.

Cette fonctionnalité pourra être remplacée par un outil de suivi en ligne de l'état des équipements (pannes, appels usager, interventions, fonctionnement / Arrêt, Durée d'incidents, ...

2.5.3. RAPPORT ANNUEL

Le **Titulaire** remettra un rapport annuel au titre du Chapitre III de l'article R125-2.1 du décret n°2004-964 du 9 septembre 2004 et du décret n°2012-674 du 07 mai 2012 faisant apparaître par installation :

- L'inventaire mis à jour du matériel en place.
- L'état des installations.
- Le nombre de pannes ayant nécessité une intervention.
- Le temps total d'indisponibilité.
- Les prestations non comprises au titre du marché de base et de l'extension que le **Titulaire** du marché préconise afin que l'installation fonctionne dans les conditions optimales, dans ce cas un devis détaillé sera joint.

Ce rapport fera également apparaître la liste des prestations spécifiquement effectuées dans le cadre de l'extension de l'année écoulée. L'absence de cette liste signifiera que le prestataire n'a réalisé aucun remplacement de pièces en dehors de celles concernant les clauses minimales au sens de l'Article R125-2.1 du décret n°2004-964 du 9 septembre 2004.

Pour les installations présentant des pannes de manière régulière, la périodicité de ce bilan pourra être modifiée.

Ces dispositions ne dispensent en rien le **Titulaire** d'adresser au **Maître d'Ouvrage** les relevés, documents et bilans intermédiaires que celui-ci sera amené à lui demander.

Ce rapport sera remis à la Direction du **Maître d'Ouvrage** au plus tard **le 31 janvier de chaque année**.

Nota : il est rappelé qu'une pénalité est prévue pour retard ou non de remise de ce document.

2.5.4. AFFICHAGE

Le **Titulaire** devra apposer une affichette à l'intérieur de la cabine de chaque installation afin de prévenir les usagers (propriétaire, locataires, ...) de l'exécution de l'entretien périodique.

Cette affichette devra préciser la date de visite ainsi que le nom de l'Entreprise et du technicien ayant effectué cette visite.

Par ailleurs, le **Titulaire** posera des affiches sur les portes palières des installations lors des opérations de travaux ou lors du maintien à l'arrêt de l'ascenseur. Cette affiche devra préciser la date de l'arrêt, le temps d'indisponibilité et la date de remise en service.

2.5.5. AVIS DE PASSAGE

Il pourra être demandé au Titulaire d'informer le **Maître d'ouvrage** du jour et de l'heure approximative (par tranche de 2 heures « 8 à 10, 10 à 12, 14 à 16 et 16 à 18 ») de chaque visite d'entretien de chacune des installations et ce au minimum 7 jours avant celles-ci.

2.5.6. NOTICE D'INSTRUCTIONS ET DES CARACTERISTIQUES DES INSTALLATIONS

Dès le début de son contrat d'entretien, le **Titulaire** devra établir une notice décrivant les caractéristiques de chaque installation ainsi que les instructions nécessaires au maintien en bon état de fonctionnement de chaque installation dont il a la charge. Ce document sera remis au **Maître d'Ouvrage** en fin de contrat (Chapitre II Article R 125-2.1 du Décret n°2004-964 du 9 septembre 2004).

2.5.7. PLAN D'ENTRETIEN DES INSTALLATIONS

A la prise en charge de l'entretien des installations, le **Titulaire** devra élaborer un plan d'entretien décrivant l'organisation, les moyens et le mode opératoire pour la maintenance des installations qui lui sont confiées.

Le plan d'entretien une fois réalisé, sera annexé au présent document (annexe 2).

2.5.8. ETUDES DE SECURITE (DECRET 2008-1325)

Dans le cadre du marché, l'Entreprise devra se soumettre aux dispositions du décret 2008-1325 du 15 décembre 2008 et afficher en machinerie un exemplaire de la fiche descriptive de risques. Cette étude sera réalisée dans les 6 semaines suivant la prise en charge de nouvelle installation et remise à jour chaque fois que nécessaire et au minimum dans les conditions prévues à l'article R.453-4 du décret 2008-1325 (en cas de transformation importante, suite à la réception du contrôle technique quinquennal, après intervention de mesures consécutives au signalement d'une situation de danger grave et imminent.....).

2.6. PRISE EN CHARGE DES INSTALLATIONS

Dans les 5 jours qui suivent la prise en charge des installations, l'Entreprise devra apposer sur toutes les installations, une étiquette autocollante, indiquant le nom de l'entreprise et le numéro de téléphone à composer en cas de panne, en haut de la porte palière du niveau principal, ainsi qu'une autre étiquette au-dessus de la boîte à boutons cabine, à proximité du plafond.

Ces étiquettes autocollantes seront remplacées lors des visites de maintenance en cas de disparition ou d'illisibilité.

Dans les 15 jours qui suivent la prise en charge des installations, l'Entreprise aura transféré dans ses propres services **si nécessaire**, la totalité des lignes téléphoniques, des téléalarmes, télésurveillances, liaison bidirectionnelle ou téléphone « main libre », de façon à pouvoir maintenir la liaison bidirectionnelle entre le centre de réception des appels et les installations dont il a la charge.

Le prestataire sortant devra laisser en place, pendant une durée d'un mois, la carte SIM du boîtier GSM afin d'assurer la prise en charge des appels triphonies.

ARTICLE 3 PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES NON RECUPERABLES (PCNR)

La partie du marché relative à l'entretien et la maintenance est sous forme d'une garantie totale, correspondant à un " contrat étendu " conformément à la Norme Française, l'afnor nf p 82-022

3.1. EXTENSION DU CONTRAT

L'extension comprend la prise en charge des éléments et des prestations complémentaires suivantes :

- La réparation des pièces usées par le fonctionnement normal de l'appareil ou leur remplacement si elles ne peuvent être réparées (câbles par exemple) **et ce sans que le titulaire puisse évoquer de notion de vétusté ou d'obsolescence des éléments.**
- Les travaux sont effectués à l'initiative du **Titulaire** et concernent en particulier les organes suivants :

Installation électrique

Gaine :

- Câbles de traction, de régulateur, de compensation et de sélecteur d'étages.
- Impulseurs orienteurs, contacts fixes et mobiles et interrupteurs d'étages et de fin de course.
- Câbles souples pendentifs.
- Poulies de renvoi ou de mouflage.
- Colonnes palières.
- Parachute de sécurité.
- Amortisseurs cabine et contrepoids.
- Moyen d'accès en cuvette.
- Interrupteur et prise fond de cuvette.
- Equipement toit de cabine (boitier d'inspection, balustrade.....).
- Dispositif de protection contre la chute libre, dispositif contre la dérive de la cabine, limiteur de vitesse.

Machinerie :

- Moteur (roulements, paliers, bobinages, rotor et stator).
- Treuil (arbre à vis, engrenage, poulies, paliers, roulements, coussinets).
- Frein (mâchoires, bobines, garnitures).
- Contrôleurs de manœuvre (bobines, relais, redresseurs, résistances, contacts fixes et mobiles, carte et éléments électronique, microprocesseur).
- Transformateurs.
- Organes de sélecteurs.
- Contrôleur d'étages et régulateur de vitesse.

- Câbles et poulies.

Moyen d'accès et équipement de fermeture de la machinerie.

Cabine :

- Cellule et barrière de cellule.
- Ensemble des commandes et signalisations.

Palier :

- Ensemble des commandes et signalisations.

Installation hydraulique

Gaine :

- Câbles de traction, de régulateur, de compensation et de sélecteur d'étages.
- Impulseurs orienteurs, contacts fixes et mobiles et interrupteurs d'étages et de fin de course.
- Câbles souples pendentifs.
- Poulies de renvoi ou de mouflage.
- Colonnes palières.
- Parachute de sécurité.
- Amortisseurs cabine et contrepoids.
- Moyen d'accès en cuvette.
- Interrupteur et prise fond de cuvette.
- Equipement toit de cabine (boitier d'inspection, balustrade.....).
- Dispositif de protection contre la chute libre, dispositif contre la dérive de la cabine, limiteur de vitesse.

Machinerie :

- Le groupe motopompe, y compris ses dispositifs de commande de régulation et de sécurité.
- Les systèmes hydrauliques manuels permettant la manœuvre de secours.
- Le remplacement du filtre à air placé sur le reniflard du réservoir du fluide hydraulique.
- Les compléments de fluide éventuellement nécessaires par suite d'un manque d'étanchéité du système.
- Contrôleurs de manœuvre (bobines, relais, redresseurs, résistances, contacts fixes et mobiles, carte et éléments électronique, microprocesseur).
- Transformateurs.
- Organes de sélecteurs.
- Contrôleur d'étages et régulateur de vitesse.
- Moyen d'accès et équipement de fermeture de la machinerie.

Système hydraulique :

- Toutes les prestations nécessaires au maintien d'une bonne étanchéité du système, y compris le remplacement des dispositifs d'étanchéité entre cylindre et piston et éventuellement les éléments de piston (vérin télescopique).

Cabine :

- Cellule et barrière de cellule.
- Ensemble des commandes et signalisations.

Palier :

- Ensemble des commandes et signalisations.

3.2. DETAIL DES PRESTATIONS

3.2.1. DISPOSITIF D'ALARME

Le contrôle à chaque visite du fonctionnement du dispositif d'alarme.

L'entretien, la remise en état et / ou le remplacement à l'identique des dispositifs d'alarme, quelle que soit la raison du dysfonctionnement (hors acte de vandalisme ou raison extérieure justifié), hors canalisations enterrées ou inaccessibles, « batteries et tableau d'alarme » quand ces derniers ne concernent pas uniquement les alarmes ascenseurs.

3.2.2. SYSTEMES DE TELEALARME

Le contrôle à chaque visite du fonctionnement de la phonie.

L'entretien, la remise en état et / ou le remplacement à l'identique des systèmes de téléphones, téléalarmes, télésurveillance, quelle que soit la raison du dysfonctionnement y compris si la reprogrammation de la téléalarme existante sur la centrale d'appel n'est pas possible. (hors acte de vandalisme ou raison extérieure justifié).

3.2.3. ÉQUIPEMENTS TYPE ANTI-VANDALES

Le remplacement des équipements du type « anti-vandales » lorsqu'ils existent, sauf ceux nécessités par les dégâts consécutifs à des actes de grande violence (explosifs, incendie, utilisation de barres à mine, pinces monseigneur, haches, injections de produits chimiques etc ...).

3.2.4. REPERES D'ETAGES

Le renouvellement si nécessaire des repères d'étages sur les câbles de traction ou câble limiteur (ascenseur électrique), à réaliser par une peinture claire.

Le remplacement des voyants et l'ensemble des équipements visuels de la présence de la cabine au niveau.

3.2.5. ACCES ET SYSTEMES DE FERMETURE EN MACHINERIE

L'entretien et le remplacement des systèmes d'accès et de fermeture des machineries (échelle, boîtier de stockage d'échelle, barre d'accrochage, crosse de rétablissement verrous, serrures, paumelles,

système de contrebalancement et système de maintien des trappes en ouverture) quelle que soit la raison de l'intervention (y compris les boîtes à clés et les plaques d'instructions et signalétiques), ainsi que l'entretien fonctionnel des trappes et portes (graissage des paumelles par exemple). Cette clause s'applique avec les mêmes réserves que celles visées au paragraphe **3.2.3** ci-avant.

3.2.6. TABLEAUX ELECTRIQUES EN MACHINERIE

L'entretien, la remise en état et / ou le remplacement à performance équivalente de l'ensemble des dispositifs constituant les tableaux électriques en machinerie (circuits Force, Lumière, protection prise et autres).

3.2.7. ARCADES ET PLANCHER CABINE

Le contrôle des arcades et planchers cabine et les retouches de peinture nécessaires en cas de légère corrosion.

Le **Titulaire** est tenu de signaler par écrit au **Maître d'Ouvrage** toute oxydation ou corrosion importante des éléments ci-dessus cités. En cas de non-observation de cette obligation, il se verra chargé, à ses frais, du traitement anti-corrosion des parties incriminées.

3.2.8. PORTES CABINES ET PALIERES

L'entretien fonctionnel (y compris le nettoyage des seuils), sans le remplacement, des accessoires des cabines (miroir, main courante), des portes cabines et des portes palières (poignées, pare-closes).

Le contrôle, réglage et remplacement des cellules ou barrière de cellule des portes cabines.

Le contrôle, réglage et remplacement des éléments constituant l'opérateur et le chariot des portes cabines (moteur, galet, contre galets, patins, contacts électrique etc...).

Le contrôle, réglage et remplacement des sabres, came ou électro-came de déverrouillage des portes palières.

Le contrôle, réglage et remplacement des éléments constituant la porte palière (galet, contre galets, patins, serrures, contacts électrique, contrepoids ou ressort de rappel, etc...).

L'ensemble des éléments énuméré précédemment seront remplacés au titre de l'extension du contrat en cas d'usure normale de l'installation ou de dysfonctionnement hors acte de vandalisme.

Le **Titulaire** est tenu de signaler par écrit au **Maître d'Ouvrage** toute oxydation ou corrosion des éléments ci-dessus cités. En cas de non observation de cette obligation, il se verra chargé, à ses frais, du traitement anti-corrosion des parties incriminées.

3.2.9. COMMANDES ET SIGNALISATIONS

Le contrôle, réglage et remplacement nécessaire des boutons d'appel palier et bouton d'envoi cabine ainsi que leurs voyants et les éventuels contacts à clef ou digicodes.

Le contrôle, réglage et remplacement nécessaire des signalisations palières et signalisations cabine.

3.2.10. MACHINERIE, GAINÉ, CUVETTE ET ENSEMBLE DE L'INSTALLATION

Le maintien permanent de l'état de propreté de l'installation comprenant au minimum les points suivants :

- le nettoyage de la machinerie,

- de la gaine,
- des ponts de guides,
- du toit de cabine
- et de l'ensemble de l'installation

Tous les **six mois**, afin qu'aucun papier, chiffon ou objet divers ne puissent gêner la lecture des capteurs et le fonctionnement correct des équipements.

L'entretien et le nettoyage de la cuvette tous les **trois mois**.

3.2.11. BOITES D'APPEL « POMPIERS »

L'entretien fonctionnel avec essai semestriel et le remplacement des boîtes « Pompiers » et équipements d'appel prioritaire s'il en existe, et quelle que soit la raison de l'intervention ou du remplacement (avec les mêmes réserves que celles visées au paragraphe « ÉQUIPEMENTS TYPE ANTI-VANDALES » ci-avant).

3.2.12. REALIGNEMENT DES GUIDES

Le réalignement des guides cabine et/ou contrepoids, sauf s'il est prouvé que la déformation est consécutive à un mouvement du bâtiment.

3.2.13. POULIE – CABLES DE TRACTION

Remplacement si nécessaire des poulies et des câbles de traction (il est entendu par poulie : les pignons, tambour ou autres et il est entendu par câbles de traction : les chaînes, courroie ou autres).

3.2.14. PARACHUTE ET LIMITEUR

Le contrôle semestriel du fonctionnement du parachute, du limiteur de vitesse, du câble, de la poulie tendeuse et de l'ensemble des contacts électriques liés au système parachute (contact survitesse, cabine et poulie tendeuse) ainsi que les réglages et remplacements nécessaires de tous les éléments constituant le parachute ou frein en montée (cabine, contrepoids, frein de poulie, ou autres ...) en Montée ou en Descente.

3.2.15. REGLAGE DE LA LONGUEUR DES CABLES, CHAINES OU RUBANS

Le réglage de la longueur des câbles de suspension, de limiteur de vitesse, des rubans de sélecteur et des chaînes ou câbles de compensation.

3.2.16. CONTACTS ELECTRIQUES

Le contrôle et réglage de l'ensemble des contacts électriques fixes ou mobiles (culbuteur, capteur, sélecteur, impulseur, cartes électroniques, fin de course, contacts divers etc...) en machinerie, en gaine sur et sous cabine et leurs remplacements si nécessaire hors actes de vandalisme, de projections d'eau, d'orage ou de toute raison extérieure justifiée.

3.2.17. JEUX ET RESERVES

Le contrôle et réglage régulier des jeux des coulisseaux cabine et contrepoids.

Le contrôle et réglage régulier des réserves nécessaires sous cabine et sous contrepoids conformément aux textes applicables.

Ainsi que les contrôles et réglages de l'ensemble des organes fonctionnels de l'installation.

3.2.18. EQUILIBRAGE

L'entreprise aura en charge le contrôle des équilibrages des installations.

S'il s'avère que ceux-ci ne sont pas corrects, l'entreprise aura en charge de procéder aux équilibrages des installations par ajout ou suppression de charge du contrepoids au titre du contrat de maintenance.

3.2.19. SERRAGE

Le contrôle régulier des serrages de l'ensemble des fixations et connexions.

Contrôle de l'ensemble de la boulonnerie cabine, gaine, palier, machinerie.

Contrôle de l'ensemble des connexions cabines, gaine, palier, machinerie.

3.2.20. COFFRET DE MANŒUVRE

Le contrôle, réglage et remplacement des éléments constituant le coffret de manœuvre (bobines, transformateur, relais, contacteurs, résistances, redresseurs, condensateur, sélecteur, filtre, cartes électronique etc...) dans le cadre d'une usure par le fonctionnement normal de l'installation hors actes de vandalisme, de projection d'eau, de sur-tension réseau, d'orage ou de toute raison extérieure justifiée par le **Titulaire** du présent contrat.

3.2.21. GROUPE DE TRACTION

Le contrôle, réglage et remplacement des éléments constituant le groupe de traction (bobinage du moteur électrique de traction, bobinage de la génératrice, mâchoire de frein, bobine de frein, garniture, roulements, paliers, coussinets, vis sans fin, couronnes, engrenages, arbres lents, étanchéité, moteur gearless, etc....) dans le cadre d'une usure par le fonctionnement normal de l'installation.

3.2.22. ANTIPARASITAGE ET PROTECTION CONTRE LA Foudre

L'entretien et le dépannage des systèmes d'antiparasitage et de protection contre la foudre.

3.2.23. CIRCUITS ELECTRIQUES

La vérification des circuits électriques souples, et si besoin est, leur remplacement, après mesures d'isolement ou de continuité, quelle que soit la cause du défaut.

La vérification des circuits électriques fixes, et si besoin est, leur remplacement, après mesures d'isolement ou de continuité, si le défaut n'est pas dû à un acte de vandalisme, ou à une infiltration ou projection de liquides divers.

3.2.24. INSTALLATIONS HYDRAULIQUES

Pour les installations hydrauliques et dans le cadre de l'extension du contrat, seront également compris :

- le contrôle des étanchéités du système hydraulique ;

- le contrôle, réglage et remplacement du groupe motopompe, y compris ses dispositifs de régulation (distributeur) et de sécurité ;
- le remplacement de l'ensemble des joints ;
- des systèmes hydrauliques manuels permettant la manœuvre de secours ;
- la mise à niveau des fluides hydrauliques ;
- le remplacement du fluide hydraulique, quelle qu'en soit la cause ;
- le remplacement du cylindre, du piston, du réservoir et des canalisations hydrauliques.

3.2.25. EXTRACTEUR EN MACHINERIE

L'entretien, le nettoyage et le remplacement si nécessaire des extracteurs machinerie, ainsi que tous leurs éléments de protection et de commande (fusible, disjoncteur, thermostat, etc ...)

3.2.26. AMORTISSEURS

L'entretien et le remplacement si nécessaire des amortisseurs cabine ou contrepoids, ainsi que leurs fixations et leurs états de conservations.

3.2.27. FORMATION DU PERSONNEL SUR LE SITE

L'instruction au personnel nommément désigné par le **Maître d'Ouvrage**, gardien de la chose, des mesures minimales à entreprendre dans le cadre de la sécurité.

3.3. DELAIS D'EXECUTION

L'ensemble des prestations de l'Extension du contrat doit être réalisé dans le cadre des visites d'entretien ou de dépannage.

La fourniture et la mise en place des pièces nécessaires au dépannage et la remise en fonction de l'installation devront avoir lieu dans les **4 heures** suivant l'arrivée du technicien sur site.

En cas de remplacement nécessaire de pièces n'affectant pas la sécurité et ne provoquant pas l'arrêt de l'installation, le délai d'intervention et de remplacement des éléments devra respecter les délais indiqués au tableau annexe 2 de l'AE « bordereau de prix unitaire » renseigné par le titulaire du présent marché.

A défaut de renseignement sur l'annexe 2 de l'AE « bordereau de prix unitaire » le délai de fourniture sera considéré comme immédiat.

ARTICLE 4 REUNION ANNUELLE, DECRET CUS ET INFORMATION

4.1.1. REUNION ANNUELLE

Une réunion annuelle sera organisée dans les locaux du Maître d'ouvrage.

Cette réunion annuelle aura lieu dans le mois suivant l'année concernée.

Lors de cette réunion, il sera abordé le taux de pannes, ainsi que les moyens mis en œuvre pour traiter les appareils posant des problèmes récurrents et les mesures correctives à engager.

Il sera également abordé les éventuels devis émis concernant des travaux hors contrat, afin d'en contrôler le coût, la justification et la réelle nécessité de leur réalisation.

Il sera également calculé les éventuelles pénalités applicables à la facturation.

L'entreprise fournira donc au maximum dans les 15 jours suivant la fin de la période concernée, le listing des interventions par installation comprenant :

- La date et l'heure d'appel
- La date et l'heure d'intervention
- L'état de l'installation à l'arrivée
- La raison détaillée de l'intervention
- La raison détaillée du dysfonctionnement
- La réparation ou dépannage effectué
- La date et heure de remise à disposition
- Le temps d'indisponibilité

4.1.2. DECRET CUS

Dans le cadre du décret CUS (décret n°2009-1486 du 3 décembre 2009 relatif aux conventions d'utilité sociale des organismes d'habitations à loyer modéré) et dans le cadre de l'amélioration du service apporté aux locataires, le **Titulaire** devra mettre les moyens nécessaires pour ne pas dépasser le nombre de **8 pannes** maximum par installation et par an et que le taux d'indisponibilité soit réduit au minimum.

Il devra transmettre au **Maître d'Ouvrage**, et ce aussi souvent que nécessaire ou demandé, le nombre de pannes par installation et par an, ainsi que le taux d'indisponibilité de chaque installation.

Le **Titulaire** s'engage à la prise du marché, à la mise en œuvre de tous les moyens humains et techniques nécessaires au respect des engagements du **Maître d'Ouvrage** concernant le décret CUS.

Si les moyens sont insuffisants au respect des engagements ou jugés insuffisants par le maître d'ouvrage ou son représentant, le présent marché pourra faire l'objet d'une résiliation.

4.1.3. INFORMATION

Le prestataire devra informer les représentants du maître d'ouvrage dans le cadre du contrat de maintenance et sans surcoût, de toutes les informations (enregistrement des appels, arrivé du

technicien sur site, clôture de la panne, remise en service de l'installation) et tous les événements importants constatés ou rencontrés sur les installations et notamment des arrêts prolongés des installations.

Pour ce faire, le prestataire réalisera cette information par **courriel** à des adresses transmises ultérieurement (3 à 4 adresses maximum).

L'information devra indiquer, la résidence concernée, l'objet de l'appel, la panne ou défaut constaté, la remise à disposition de l'installation aux usagers, la mise à l'arrêt éventuelle de l'installation, la raison de la mise à l'arrêt et la date prévue de remise à disposition.

4.2. VERIFICATIONS TECHNIQUES

Le **Maître d'Ouvrage** se réserve le droit de faire effectuer à tout moment par un organisme de son choix, les expertises qu'il estimerait nécessaires.

Ces vérifications techniques entendent le contrôle pluriannuel éventuel, le contrôle ponctuel éventuel et le contrôle quinquennal selon la loi Urbanisme et Habitat, son décret et ses arrêtés et le contrôle réglementaire selon l'arrêté du 25 juin 1980 modifié par les arrêtés du 6 mars 2006 et 26 juin 2008, l'arrêté du 31 janvier 1986 modifié par l'arrêté du 18 août 1986.

Le **Maître d'ouvrage** informera le **titulaire** de la nécessité de sa présence sur l'installation, au minimum 7 jours avant la date du dit contrôle.

En conséquence, le **Titulaire** du Marché s'engage au titre du contrat et sans surcoût, à être représenté lors de ces visites par une personne compétente sur le plan technique.

Si ces vérifications révélaient que l'entretien n'est pas effectué conformément aux prescriptions du présent marché et entraînent des pénalités prévues au présent document, les frais y afférents seraient à la charge du **Titulaire** du Marché.

4.3. MODIFICATIONS TECHNIQUES

4.3.1. MODIFICATIONS TECHNIQUES PAR LE TITULAIRE

Après toute modification des installations effectuée dans le cadre du présent Marché, obligation au **Titulaire** de mettre à jour les plans et/ou schémas des installations et transmettre au **Maître d'Ouvrage** un exemplaire de ces plans et/ou schémas modifiés.

Après chaque intervention, le représentant du **Titulaire** doit remplir le carnet d'entretien de l'installation concerné, en précisant toutes les opérations effectuées ainsi que les dates.

Ce carnet doit rester à la disposition du représentant local du **Maître d'Ouvrage**. Le **Maître d'Ouvrage** procédera, périodiquement, à une vérification de ces carnets qui serviront de référence, pour établir s'il y a lieu, le montant des pénalités prévues à l'Article 7 du présent document.

4.3.2. MODIFICATIONS TECHNIQUES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Le **Maître d'ouvrage** informera le **Titulaire** de toute modification technique apportée à l'installation.

Il appartiendra au **Titulaire** de formuler, dans un délai d'un mois après fourniture du descriptif de la modification envisagée par le **Maître d'Ouvrage** ses observations ou réserves éventuelles sur la modification envisagée. Passé ce délai, les modifications sont considérées comme acceptées par le **Titulaire**.

4.4. MODIFICATION DU NOMBRE D'APPAREILS A ENTREtenir EN COURS DE MARCHE

En cours de marché, le nombre d'installation à entretenir pourra être modifié, en plus ou en moins, pour les motifs suivants :

- Suppression d'une installation ;
- Démolition ou vente d'un bâtiment ;
- Remplacement d'une installation existante par une entreprise autre que celle titulaire du présent marché ;
- Modification d'une installation par une entreprise autre que celle titulaire du présent marché, telle que modernisation, amélioration, mise en sécurité, travaux SAE.
- Rajout d'une installation.

Sera alors précisé par avenant :

- La date de prise d'effet et la durée du nouveau contrat d'entretien (qui ne pourra excéder la fin de fin du contrat initial)
- Le montant annuel du nouveau contrat d'entretien de l'installation concernée.

ARTICLE 5 LIAISON BIDIRECTIONNELLE PAR MODULE GSM

5.1. OBJET

L'ensemble des équipements du maître d'ouvrage est équipé de liaison GSM en en 4G (équipement de type BOX GSM)

Il présente les caractéristiques techniques minimales suivantes :

- Indépendance d'un fournisseur de ligne fixe ou GSM, avec une carte SIM multi-opérateurs (Bouygues, Orange, SFR ...),
- Indépendance vis-à-vis d'une technologie (2G, 3G, 4G, 5G,...)
- Firmware mis à jour à distance sans intervention physique,

En cas d'attribution à une autre entreprise, ce matériel sera remplacé par le nouveau titulaire sans aucun frais supplémentaire.

5.1.1. FACTURATION

- La facturation de la télésurveillance est intégrée au contrat de maintenance dans le « P3 ».

5.1.2. FONCTIONNALITES

Gestion des appels cabines et réponses centre d'appel de l'ascensoriste,

Remonté d'information techniques vers le Prestataire (code pannes, capteurs d'usures, ...) permettant le diagnostic et une maintenance à distance,

Ouvert aux futurs services (maintenance prédictive, ascenseur connecté, écran ...),

5.2. DELAI DE MISE EN OEUVRE

En cas de remplacement, les nouveaux systèmes de télésurveillance devront être mis en œuvre dans le mois suivants le démarrage du contrat.

ARTICLE 6 SITE INTERNET DU TITULAIRE

Le Titulaire devra disposer d'un site WEB capable de :

- Réceptionner en temps réel (latence de quelques minutes admises) les informations en provenance de la cabine (pannes, alertes d'entretien prévisionnelles),
- Lister les incidents (dates et heures des appels, intervention, remises en service, ...)
- Lister les visites d'entretien effectuées et les visites prévisionnelles,
- Permettre d'accéder aux rapports d'interventions,
- Voir les bon de commandes émis et validés.

Ce site sera accessible aux collaborateurs du maître d'ouvrage et pour certaines fonctionnalités à ses clients.

ARTICLE 7 TRAVAUX HORS CONTRAT DE MAINTENANCE

Dans le cas de travaux hors contrat de maintenance (suite à acte de malveillance ou autres), un devis devra être transmis au Maître d'Ouvrage sous **48 heures maximum** et selon le montant indiqué dans le bordereau de prix unitaires joints au marché.

Le devis devra faire apparaître les travaux à réaliser et le N° de la ligne correspondant au bordereau de prix, en l'absence de prestation correspondante, le devis sera réalisé selon les conditions indiquées dans ledit bordereau.

Un constat préalable pourra être effectué sur site par un représentant du Maître d'Ouvrage et ce devis devra ensuite faire l'objet d'une validation ou bon de commande délivré par le Maître d'Ouvrage avant toute réalisation.

Afin d'accélérer la réalisation des travaux, le Titulaire engagera les travaux et commandera les pièces nécessaire dans la limite de 500€ TTC. Les devis sera néanmoins adressé au maître d'ouvrage pour information. Cette disposition pourra être annulée par le maître d'œuvre sans justification s'il estime qu'il y a des abus de la part du Titulaire. Cette annulation sera effectuée par LRAR et effective dès réception.

7.1. RAPPEL SOUS-TRAITANCE

Aucune sous-traitance (partielle ou totale) du Marché n'est admise sans l'accord écrit préalable du **Maître d'Ouvrage**.

En cas d'accord de ce dernier, la responsabilité du **Titulaire** du Marché reste entière pour les prestations éventuellement sous-traitées et les dispositions prévues par la Loi modifiée n°75-1334 du 31 décembre 1975 devront être respectées.

Fait à :

Le :

Pour le TITULAIRE

Annexes

Annexe 1 : Etat des lieux de l'installation d'ascenseur à réaliser par le prestataire lors de la prise en charge des installations



Habitat Dauphinois
20 Rue Balzac
26000 VALENCE

Etat des lieux de l'installation d'ascenseur lors de la prise en charge

(Cette fiche pourra être remplacée par un tableau EXCEL global de toutes les installations reprenant les mêmes informations)

En date du ____/____/____

Adresse de l'installation :

Numéro de l'installation :

Marque d'origine :

Charges :Kg

Vitesse :m/s

Contrôles :

Niveaux desservi :

Présence des documents techniques :

Plans d'installation : oui ☐ non ☐

Schémas électriques de l'installation : oui ☐ non ☐

Dossier technique : oui ☐ non ☐

Notice d'instruction : oui ☐ non ☐

Observations :

Les observations relevées ce jour sont les suivantes :

.....

.....

.....

.....

.....

Je soussigné M _____ ayant pouvoir d'engager la société _____ déclare avoir pris en charge pour le compte d'Habitat Dauphinois l'installation d'ascenseur au titre du marché d'entretien prenant effet au _____, en parfait état d'entretien et de fonctionnement, hormis les observations relevées ci-dessus.

Conformément aux clauses du marché, cet état des lieux entrant ne pourra engendrer sous aucun prétexte, pour oubli ou autres raisons, des prestations complémentaires. Le Titulaire est en effet censé avoir visité au préalable les installations et donc avoir émis toutes les réserves lors de la remise de son offre.

Signatures :

Prestataire

Habitat Dauphinois

Annexe 2 : Plan d'entretien à réaliser par le prestataire

A annexer au présent document

Précisions sur la durée des interventions de maintenance par installation pour le marché	
PRESTATION	DUREE
Temps moyen d'une visite de maintenance par installation (contrôle des éléments toutes les 6 semaines selon annexe arrêté du 18/11/04)	
Temps moyen d'une visite de maintenance par installation (contrôle des éléments toutes les 6 semaines + visite semestrielle selon annexe arrêté du 18/11/04).	
Temps moyen d'une visite de maintenance par installation (contrôle des éléments toutes les 6 semaines + visite semestrielle + visite annuelle selon annexe arrêté du 18/11/04).	
Temps moyen pour une intervention de dépannage.	